



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
N°IC 2003/4050
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007, modifié le 25 mai 2010, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DE LA METAIRIE (GEFFRELOT) », l'autorisant à exploiter en LE CAMBOUT au lieu-dit « Le Blaye » et en PLUMIEUX au lieu-dit « La Moulière » (Sections ZD n° 33-84-85-86-94-95 et YE N° 71) un élevage porcin de 11377 pl. d'animaux équivalents (*soit LE CAMBOUT : 170 pl. maternité, 757 pl. gestantes-verraterie, 3800 pl. post-sevrage, 7122 pl. engraissement, 84 pl. quarantaine-infirmierie – PLUMIEUX : 270 pl. post-sevrage, 576 pl. engraissement*) avec unité de traitement ;

- VU la demande présentée le 25 juin 2010, modifiée, par l'installation classée « **E.A.R.L. de la METAIRIE (GEFFRELOT)** », sise « Le Blaye » en LE CAMBOUT, en vue de la restructuration, avec modification du cheptel, d'un élevage porcin autorisé sur 2 sites en LE CAMBOUT au lieu-dit « Le Blaye » et PLUMIEUX au lieu-dit « La Moulière » avec une unité de traitement des lisiers (*LE CAMBOUT : 6000 pl. post-sevrage, 10593 pl. engraissement – PLUMIEUX : 270 pl. post-sevrage, 574 pl. engraissement*) pour un total de 12421 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour de la gestion des déjections produites ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LE CAMBOUT - PLUMIEUX - COETLOGON - SAINT ETIENNE DU GUE DE L'ISLE - LA CHEZE - LES FORGES (56) - LA TRINITE PORHOET (56) - BREHAN (56) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 juillet 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 juillet 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches (*autorisation déjà accordée – il n'y a pas d'augmentation de cheptel à moins de 100 mètres des tiers*) ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA CHEZE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;
- CONSIDERANT que « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » est autorisée par arrêté du 25 mai 2010 (*sur le site « Le Blaye »*) pour 970 reproducteurs moyens, 3800 pl. post sevrage (*23484 porcelets / an*) et 7122 pl. engraissement (*20654 porcs charcutiers/an*) et (*sur le site « La Moulière »*) pour 270 pl. post sevrage (*1669 porcelets/an*) et 576 pl. engraissement (*1670 porcs charcutiers/an*) ;
- CONSIDERANT qu'il s'agit de la restructuration interne et externe de l'élevage, effectuée en lien avec la « S.C.A. MORO » en PLUMIEUX et « E.A.R.L. du CARTIER » en COETLOGON . « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » va cesser la partie *naissage* qui sera assurée désormais par la « S.C.A. MORO » en PLUMIEUX - Au final, les deux sociétés « S.C.A. MORO » et « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » seront *naisseur engraisseur total*. La C.D.O.A. structure a donné son accord le 24 août 2010
- CONSIDERANT que l'exploitation comptera après projet, sur le site « Le Blaye », 6000 pl. post sevrage (*34678 porcelets/an*) et 10593 pl. engraissement (*31779 porcs charcutiers/an*) et, sur le site « La Moulière », 270 pl. post sevrage (*1560 porcelets/an*) et 574 pl. engraissement (*1722 porcs charcutiers/an*) ;

CONSIDERANT que les bâtiments et les installations intérieures abritant cette partie sont devenus très vétustes et il est urgent de procéder à cette restructuration - Certains bâtiments particulièrement vétustes seront totalement ou partiellement désaffectés. Des réaménagements intérieurs seront procédés pour les porcheries conservées ;

CONSIDERANT que le site du « Cartier » en COETLOGON sera fermé et les animaux transférés sur le site de « Blaye » en LE CAMBOUT. Un prélèvement de 20% de l'azote produit sera effectué à cette occasion - Le bâtiment abritant le post sevrage actuel sur le site de « Blaye » sera prolongé de 2250 places ;

CONSIDERANT que la totalité des animaux élevés sur le site de « Blaye » et le site de « La Moulière » produiront 104678 UN et 57491 UP2O5. La totalité du lisier produit par « E.A.R.L. DE LA METAIRIE » sera traitée par la station de traitement existante, redimensionnée en 2008 afin de pouvoir traiter 85 m3 de lisier par jour (*attestation constructeur du 13 mars 2009*). Un schéma est joint en annexe de la présente décision (*Voir « Annexe 1 : Schéma des flux »*) ;

CONSIDERANT que cette station traitera aussi les lisiers provenant de la « S.C.A. MORO » (13659 UN), de « E.A.R.L. DU PETIT VILLAGE » (3629 UN) et de « E.A.R.L. LA FOLIE » (1294 UN), soit un volume annuel de 28162 m3 (77 m3/jour) ;

CONSIDERANT que 123260 UN et 70497 UP2O5 entre dans la station de traitement ; 74913 UN sont éliminées par un système de traitement type VALETEC - 28350 UN et 60627 UP2O5 sont repris par EVALOR - 2750 UN et 2752 UP2O5 sous forme d'effluents peu chargé sont épandus chez 6 tiers - 2006 UN et 2008 UP2O5 d'effluent peu chargé et 11891 UN et 4761 UP2O5 de boues restent à épandre chez le pétitionnaire - 3350 UN et 348 UP2O5 seront exportés vers la SCA MORO ;

CONSIDERANT que « S.C.A. MORO » reprendra 3350 UN et 348 UP2O5 sous forme de lisier centrifugé. 6 prêteurs de terres ont mis à disposition leur plan d'épandage pour recevoir les effluents peu chargés (N, P,K) issus de la station de traitement. Il restera à épandre sur les terres du pétitionnaire sous forme d'effluent et de boues 13897 UN et 6770 UP2O5 ;

CONSIDERANT que les charges en azote organique et en phosphore seront (*pétitionnaire*) de 116 UN/ha et de 57 UP2O5/ha ;

CONSIDERANT qu'une dérogation pour dépassement du plafond cantonal (*la SAU a augmentée de 4,06 ha depuis le dernier arrêté*) a été accordé lors de la CDOA du 28 juin 2011 ;

CONSIDERANT que les capacités de stockage sont satisfaisantes ;

CONSIDERANT que des communes du MORBIHAN sont situées dans le périmètre des 3 km autour de l'élevage et d'autres sont concernées par le plan d'épandage ;

CONSIDERANT que la Directive IPPC (2008/1/CE), s'applique à l'élevage de « E.A.R.L. DE LA METAIRIE », elle a pour objet la prévention et la réduction intégrées des pollutions. Elle impose à l'exploitant de mettre en place des mesures pour prévenir et réduire au minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement. Le pétitionnaire a mis en place les M.T.D. (*Meilleures Techniques Disponibles*) techniquement et économiquement réalisables définies dans le BREF « Elevage intensif de volailles et de porcins ». (*mise en place des mesures pour diminuer les émissions d'ammoniac avec l'alimentation biphase avec des phytases incorporées, le stockage d'une partie des lisiers en pré-fosse, mise en place de systèmes de gestion des débits en eau, tenue d'un registre de consommation d'eau ; mise en place d'éclairages à faible consommation en énergie, traitement du lisier ...*) ;

CONSIDERANT que les capacités financières présentées pour ce projet montrent sa faisabilité ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. de la METAIRIE (GEFFRELOT) », sise en LE CAMBOUT au lieu-dit « Le Blaye », à installer et exploiter en LE CAMBOUT (section ZD n° 33-84-85-86-94-95) à cette adresse et en PLUMIEUX (section YE N° 71) au lieu-dit « La Moulière », conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A. - un *élevage porcin* d'une capacité maximale de 12421 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Site « Le Blaye »	Site « La Moulière »	Animaux-équivalents (PAE)
0 pl. maternité	0 pl. maternité	soit 0 PAE
0 pl. gestantes-verraterie	0 pl. gestantes-verraterie	soit 0 PAE
6000 pl. post-sevrage	270 pl. post-sevrage	soit 1254 PAE
10593 pl. engraissement	574 pl. engraissement	soit 11167 PAE
0 pl. quarantaine infirmerie	0 pl. quarantaine infirmerie	soit 0 PAE
<i>Total : 16593 animaux</i>	<i>Total : 844 animaux</i>	<i>Total : 12421 pl. animaux-équivalents</i>

B. - une *unité de traitement* des lisiers comprenant :

a) une séparation de phase en tête (*produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »*) ;

b) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;

c) une séparation du lisier traité par décantation et filtration secondaire des boues (*produisant deux coproduits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré »*) ;

d) une fosse de stockage des boues biologiques ;

e) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, soit 22100 m3 de lisier (104678 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections sera épandu sous forme de lisier brut.

Elle traitera aussi :

- 648 m3 (3629 UN) provenant de « E.A.R.L. DU PETIT VILLAGE » en PLUMIEUX ;

- 230 m3 (1294 UN) provenant de « E.A.R.L. LA FOLIE » en LE CAMBOUT ;

- 5184 m3 (13659 UN) provenant de la « S.C.A. MORO » en PLUMIEUX.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (*comprenant élevage et unité de traitement*) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

C. - Il est également donné acte au pétitionnaire de sa déclaration, au titre de « E.A.R.L. DE LA METAIRIE », selon laquelle il fait connaître qu'il va installer et exploiter à cette adresse une *fabrique d'engrais et de supports de culture* à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 1464 tonnes par an (*compost de lisier de porcs*).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2780 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1 : EFFECTIFS

2.1 - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 11167 porcs charcutiers et 6270 porcelets sevrés de moins de 30 kg

2.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 33400 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 36230 animaux.

2.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.4 - ALIMENTATION BIPHASE ET UTILISATION DE PHYTASES

2.4.1 - L'alimentation biphase avec adjonction de phytases déjà mise en place sera conservée pour la totalité du cheptel porcin présent dans l'élevage .

2.4.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux utilisation de phytases*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.5. - SECURITE :

2.5.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.5.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.5.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.5.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.5.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m. / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

- c) un compteur volumétrique pour comptabiliser le lisier traité exporté ;
- d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites épandues ;
- e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :*

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier/moyen
Volume	28162 m ³	77 m ³
N Global	123260 kg	337 kg
P2O5 Global	70497 Kg	193 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours

3.6. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :*

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1408 tonnes	3,8 tonnes
N Global	28350 kg	77,6 kg
P2O5 Global	60627 kg	166 kg

Lisier centrifugé à épandre	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	944 m ³	2,58 m ³
N Global	3350 kg	9,17 kg
P2O5 Global	348 kg	0,95 kg

Boues biologiques à épandre	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3260 m ³	8,93 m ³
N Global	11891 kg	32,5 kg
P2O5 Global	4761 kg	13,04 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	18474 m ³	50,6 m ³
N Global	4756 kg	13 kg
P2O5 Global	4761 kg	13 kg

3.7. - *AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI*

L'éleveur procédera *quotidiennement* aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera *hebdomadairement* aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de « mise en charge »*), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (*prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses*) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse du lisier centrifugé (MES, NK , Pt , K₂O) . L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage du lisier centrifugé ;
- e) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- f) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTOSURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter ;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....*) ;
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*). A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 13992 m³.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 675 m².
- 4.3. - Les boues biologiques seront décantées dans une fosse de 7900 m³ et stockées dans une fosse de reprise de 1000 m³.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 10000 m³.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) le réacteur biologique de nitrification de 1929 m³ et le réacteur biologique de dénitrification de 1400 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
 - a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
 - b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
 - c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces co-produits conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de son élevage.
- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, *les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.*

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE (2780)

6.1. AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (*compost de lisier de porcs*) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- a) une aire couverte de compostage actif (675 m²) ;
- b) une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;
- c) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Le lisier sera composté conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact annexée au dossier, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, soit 1408 tonnes de résidus organiques (28350 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) l'aire de compostage sera couverte ;
- b) un système de collecte des écoulements sera aménagé ;
- c) le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - CONFORMITE DES PRODUITS :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (*compost de lisier de porcs*) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (*Norme NFU 44051 - Compost végétal*).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

6.3 - DESTINATION DES PRODUITS :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - TRAÇABILITE DES PRODUITS :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) date d'enlèvement du site ;

- b) nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) nature ;
- d) nom du transporteur ;
- e) quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) les informations définies ci-dessus ;
- b) les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (*destinataire final notamment*) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5. - DELAIS DE MISE EN SERVICE - DYSFONCTIONNEMENT

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 3.1 seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 - RESORPTION :

- Alimentation biphasé : 19819 UN
- Transfert : 28350 UN
- Eliminé Traitement : 74913 UN

ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 5 avril 2007 et du 25 mai 2010.

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives des mairies de LE CAMBOUT et PLUMIEUX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de LE CAMBOUT et PLUMIEUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, les Maires de PLUMIEUX et LE CAMBOUT, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au Préfet du MORBIHAN et au(x) maire(s) de COETLOGON (22) - SAINT ETIENNE DU GUE DE L'ISLE (22) - LA CHEZE (22) - LA FERRIERE (22) - LES FORGES (56) - LA TRINITE PORHOET (56) - BREHAN (56).

SAINT-BRIEUC, le

17 AOUT 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour

Annexe 1 : Schéma des flux



